

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 15/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VALPAQ**

2, route de Liposthey - ZI Sud  
40160 Ychoux

Références : DREAL/2026D/1964  
Code AIOT : 0005208057

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement VALPAQ implanté 2, route de Liposthey - ZI Sud 40160 Ychoux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALPAQ
- 2, route de Liposthey - ZI Sud 40160 Ychoux
- Code AIOT : 0005208057
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VALPAQ est spécialisée dans la collecte et la valorisation de pneumatiques usagés en partenariat avec la société ALIAPUR. Valpaq exerce sur son site d'Ychoux deux activités :

- Collecte, regroupement et tri de pneus usagés,
- Transformation et broyage de pneus usagés non réutilisables.

La société Valpaq dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter avec bénéfice des droits acquis du 27 février 2012 modifié.

L'activité de Valpaq est exercée sur une plateforme imperméabilisée sur une surface totale de 19 147 m<sup>2</sup>.

La présente inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération coup de poing relative aux produits chimiques et traite les suites de la précédente inspection.

### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il a été constaté dans un des conteneurs maritimes la présence d'un bidon ancien non entamé de glyphosate. La vente et l'utilisation en France sont réservées aux professionnels, et plus particulièrement aux agriculteurs, dans des conditions très strictes.  
L'exploitant procède à la destruction de ce bidon et transmet à l'inspection le bordereau de suivi de déchet associé.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Demande d'action corrective	15 jours
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	15 jours
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	15 jours
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	15 jours
5	Etat des stocks de	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	produits chimiques			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Points d'eau incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Détection automatique	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Installations électriques et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R. 181-47	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est à retenir les points d'amélioration suivants :

- établir et maintenir à jour un état des stocks de produits chimiques présents sur le site ;
- positionner tous les produits chimiques sur des bacs de rétention ;
- vider et nettoyer les équipements de rétention ;
- vérifier la présence d'EPI et de moyens de rinçage en cas de contact avec la peau ou les yeux.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 31</u> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité [...]

Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

**Constats :**

Par échantillonnage, deux produits ont été sélectionnés parmi la liste des produits susceptibles d'être présents sur le site :

- le RM55ASF de Kärcher, un détergent en bidon,
- le Typhon de ZEP, un nettoyeur en bidon.

Les FDS étaient disponibles sur ordinateur et ont été imprimées lors de l'inspection. Elles étaient en français et leur date de révision était respectivement du 16 août 2024 et du 30 mai 2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de mettre à disposition des salariés les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits chimiques présents sur le site sous 15 jours. Le point d'accès à ces FDS doit se situer à proximité de la (des) zone(s) de dangers identifiée(s).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

**Prescription contrôlée :**

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes:

- a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]

**Constats :**

Les zones d'entreposage des produits chimiques (atelier + 2 conteneurs maritimes) disposent de moyens de défense incendie à proximité de type extincteurs et/ou RIA. Des EPI (gants, visières) sont disponibles, mais il manque des moyens de rinçage en cas de contact cutané ou oculaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de disposer sous 15 jours d'un équipement de rinçage en cas de contact cutané ou oculaire au niveau des zones à risques.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En ce qui concerne la présence de capacités de rétention sous les contenants de produits chimiques, il en manquait le jour de l'inspection : au niveau de l'atelier pour les bombes aérosols sur étagères, ainsi que dans un des conteneurs maritimes où les bidons étaient posés au sol.</p> <p>Par ailleurs, certains bacs de rétention, notamment dans les conteneurs maritimes étaient à vider et nettoyer.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place sous 15 jours les bacs de rétention manquants pour tous les produits chimiques susceptibles de présenter un danger pour l'environnement présents sur le site et de vider et nettoyer les bacs déjà en place. Tous les justificatifs sont transmis à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'une manière générale, les produits chimiques sont rangés par types d'utilisation : les bombes aérosols au niveau de l'atelier de mécanique et les GRV et bidons pour l'entretien des engins dans les conteneurs maritimes. Il n'a pas été constaté d'incompatibilité importante de type acide/base ou carburant/comburant.</p> <p>À noter tout de même la présence de quelques bouteilles de gaz (air comprimé, oxygène, acétylène) dans un des conteneurs maritimes à côté de bidons de produits chimiques.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de déplacer sous 15 jours les bouteilles de gaz présentes dans un des conteneurs maritimes de manière à éviter toute proximité avec des produits (ou déchets) susceptibles de brûler.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, aucun état des stocks des produits chimiques présents sur le site n'était disponible. L'exploitant a présenté un inventaire fait sur feuille de papier en novembre dernier. Il a expliqué que le groupe avait initié une démarche d'état des stocks pour l'ensemble de ses sites mais cela ne s'était pas encore concrétisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place sous trois mois un état des stocks des produits chimiques présents sur le site, comprenant un lien vers les FDS. Celui-ci devra être tenu à jour (fréquence à adapter selon consommation).</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Points d'eau incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 31/01/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;</li> <li>2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.</li> </ol> <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m3/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;[...]</p> <p><u>+ constats issus de la précédente inspection du 31 janvier 2024</u></p> <p>La preuve de validation par le SDIS des équipements (possibilité de se brancher et d'avoir le débit nécessaire en cas d'incendie) est transmise sous un mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le courrier de réception sans réserve du point d'eau d'incendie du site en date du 14 janvier 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Détection automatique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie



<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 31/01/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; [...]</p> <p><u>+ constats issus de la précédente inspection du 31 janvier 2024</u></p> <p>Sous un mois, l'exploitant précise les moyens en place ainsi que la procédure associée en cas de sinistre pendant les heures de fermeture du site.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a présenté le bon de la commande passée à la société DEF pour l'installation de caméras thermiques en extérieur sur le site, ainsi que le plan de couverture de ces caméras. Une installation d'ici l'été est attendue. Ces caméras ne seront pas reliées à un centre de télésurveillance, mais toute alerte sera renvoyée vers le téléphone portable de la responsable de site, à défaut vers le responsable environnement du groupe et à défaut vers le directeur des opérations du groupe. Ces caméras seront pilotables à distance pour effectuer la levée de doute. Par ailleurs, le site dispose de 2 connexions par fibre optique avec puce 4G et onduleur en cas d'évènement exceptionnel.</p> <p>À noter que les derniers apports du jour arrivent sur la tranche horaire 16h-17h, mais il reste du personnel de broyage sur site jusqu'à 20h.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Installations électriques et mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 31/01/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant</p>

que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.

+ constats issus de la précédente inspection du 31 janvier 2024

Sous un mois, l'exploitant présente à l'inspection les travaux engagés pour lever les observations du rapport d'intervention.

**Constats :**

L'exploitant a présenté les attestations Q18 et Q19 délivrées respectivement le 12 mars 2025 et le 16 mai 2025, ainsi que les rapports de vérification. 2 observations sans incidence sur l'environnement ont été relevées et corrigées par la société EIFFAGE le 29 janvier 2026 (commande passée en juillet 2025).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Changement d'exploitant**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2016, article R. 181-47

**Thème(s) :** Situation administrative, Changement d'exploitant

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 31/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

I. Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.

II. Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

III. Par dérogation au II, pour les ouvrages mentionnés aux rubriques 3.2.5.0 et 3.2.6.0 du tableau de l'article R. 214-1 et les installations utilisant de l'énergie hydraulique, la déclaration est faite préalablement au transfert.

Elle comprend, outre les éléments prévus au II, des pièces justifiant les capacités techniques et financières du nouveau bénéficiaire.

S'il entend s'opposer au transfert, le préfet notifie son refus motivé dans le délai de deux mois.

+ constats issus de la précédente inspection du 31 janvier 2024

Sous un mois, le nouvel exploitant effectue la déclaration de changement d'exploitant.
<b>Constats :</b>  Il n'y a pas eu de changement d'exploitant du point de vue ICPE, uniquement un rachat de la société par le groupe français Ramery.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous un mois, le nouvel exploitant réalise la déclaration du changement d'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite